



HAL
open science

La Révolution française au miroir des recherches actuelles

Cyril Triolaire

► **To cite this version:**

Cyril Triolaire. La Révolution française au miroir des recherches actuelles. Colloque de la Société des études robespierristes, Jun 2010, Ivry-sur-Seine, France. pp.9-20. halshs-00670141

HAL Id: halshs-00670141

<https://shs.hal.science/halshs-00670141>

Submitted on 14 Feb 2012

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Informations sur le(s) auteur(s)	
Prénom et NOM de l'auteur	Cyril TRIOLAIRE, Docteur certifié en Histoire
Laboratoire	 Centre d'Histoire « Espaces et Cultures »
Affiliation CHEC	Clermont Université, Université Blaise Pascal, EA 1001, Centre d'Histoire « Espaces et Cultures », CHEC, BP 10448, F-63000 Clermont-Ferrand
Discipline	Histoire
Informations sur le dépôt	
Titre Sous-titre du texte	La Révolution française au miroir des recherches actuelles
Texte présenté à l'occasion de	Colloque de la Société des études robespierristes, Ivry-sur-Seine, 15-16 juin 2010
le	15 juin 2010
Publié sous la direction de	Cyril TRIOLAIRE (dir.)
Publié dans	<i>La Révolution Française au miroir des recherches actuelles</i>
Lieu, éditeur, volume, n ^o , date, pagination	Paris, Société des études robespierristes, 2011, p.9-11.
Résumé français	<p>L'histoire de la Révolution française ne cesse d'être vive et reste incontestablement un vrai temps de réflexion et un objet d'étude à part entière. La présente introduction permet de redécouvrir ce moment fondateur de la France contemporaine au miroir des recherches les plus récentes. Cette communication permet d'apprécier les nouveaux champs investis par l'histoire de la Révolution française. Elle met en perspective une galerie de portraits inédits de ces figures du quotidien (le journaliste, le citoyen-patriote ou l'homme d'église) dont l'histoire s'écrit en réinterrogeant la complexité des parcours. L'histoire institutionnelle et administrative ainsi que l'histoire des pratiques politiques y trouvent parfaitement leur place à la lumière d'études inédites sur les rouages du système du gouvernement révolutionnaire, sur les structures, les représentants et les agents du pouvoir à l'échelon local, les rapports entre le centre et ses périphéries à travers une vision renouvelée des faux-semblants du jacobinisme. Ainsi réinvesti, l'espace public du débat (des assemblées électives, des clubs et même des théâtres) témoigne des processus de politisation et de formation des opinions publiques, du modelage des imaginaires individuels et collectifs par les mots et les images. Les conditions matérielles de l'acculturation encouragent enfin à revisiter les temps de l'économie, à en relire les visions déclinistes pour mieux saisir les transformations alors engagées. C'est une histoire de la Révolution française à la croisée des histoires politique, économique, sociale et culturelle, à mi-chemin entre structures, idées et mentalités, qui est à découvrir dans ses pages.</p>
Mots-clés	Révolution française ; politique ; culture ; économie ; opinion publique ; historiographie

Afin d'ouvrir sans cesse des perspectives neuves et plurielles à la recherche menée sur l'histoire de la Révolution française au sens large, des années 1770 à 1815, en incluant ses causes et ses conséquences mais en s'attachant également à ses approches historiographiques, la Société des études robespierristes a toujours réuni ses membres. Les rencontres organisées au fil du temps ont permis de dresser des bilans et d'emprunter des voies peu explorées, de faire se côtoyer et réfléchir ensemble des chercheurs de générations différentes, avec l'intention de témoigner d'une histoire de la Révolution française bien vivante et résolument prête à investir de nouveaux espaces. Ces intentions, Albert Soboul les affichait déjà au moment de commémorer en 1974 le double anniversaire de naissance d'Albert Mathiez et de Georges Lefebvre¹ ; il soutenait alors volontiers, en concédant la banalité de ses mots, que « la vision de l'histoire se modifie à chaque génération d'historiens, que c'est sous le poids des expériences vécues et de l'histoire réelle qu'elle s'écrit [et que] celle de la Révolution française ne saurait échapper à cette loi ». C'est une nouvelle fois le temps du souvenir, celui de l'année sans pareil, qui, quinze ans plus tard, stimula nombre d'entreprises, permit d'ouvrir de nouveaux chantiers et de nourrir les débats sur l'espace de temps dans lequel la Révolution devait être insérée. En plein cœur du bicentenaire, au lendemain du Congrès mondial de l'été 1989, Michel Vovelle offrit alors toute sa visibilité à l'intense activité observée depuis plusieurs années en présentant ses *Recherches sur la Révolution*². Désireux de dresser « un bilan en marche », il pensait encore plus « fondamentalement à poursuivre et approfondir la recherche sur les territoires nouvellement prospectés ».

Alors que l'ère des commémorations des événements révolutionnaires propres est au moins pour un temps passée, le changement de millénaire, et peut-être aussi celui d'époque, explique sans doute que les historiens de la Révolution examinent avec un intérêt soutenu « l'état de la recherche ». Ainsi en 2001, à Aix, la Révolution est-elle saisie au *carrefour* des recherches³ quand trois ans plus tard en Sorbonne, la même est à l'*œuvre*⁴ ; nombreux, majoritaires même, sont alors les représentants et les héritiers de l'historiographie dite « classique » à prendre la parole. Plutôt que d'opter pour un énième « bilan décennal de la recherche », les organisateurs du colloque du centenaire de la Société des études robespierristes ont préféré, eux, il y a trois ans, interroger un siècle d'études révolutionnaires afin de « poser les bases d'une histoire critique de l'héritage et des activités de [la] société, sans "brûler de cierge en l'honneur d'aucune idole morte ou vivante" pour reprendre les souhaits de son fondateur », et les mots de son actuel président Philippe Bourdin⁵. En organisant la rencontre d'Ivry-sur-Seine les 15 et 16 juin 2010, la Société des études robespierristes a souhaité résolument s'ancrer dans le présent, et un peu, faut-il le concéder, se projeter dans l'avenir, en donnant la parole à ses nouveaux sociétaires. En choisissant de montrer la Révolution française *au miroir des recherches actuelles*, la SER a envisagé, lors de ces deux journées, offrir un panorama de tableaux neufs, symboles à la fois des grands champs défrichés depuis une décennie et des approches renouvelées aujourd'hui, mais de placer aussi sous les feux de la rampe quelques-uns de ses nouveaux visages.

¹ Albert SOBOUL (dir.), *Voies nouvelles pour l'histoire de la Révolution française*, Paris, Bibliothèque Nationale, 1978.

² Michel VOVELLE (dir.), *Recherches sur la Révolution*, Paris, La Découverte-IHRF-SER, 1991.

³ Martine LAPIED et Christine PEYRARD (dir.), *La Révolution française au carrefour des recherches*, Aix-en-Provence, publications de l'Université de Provence, 2003.

⁴ Jean-Clément MARTIN (dir.), *La Révolution à l'œuvre. Perspectives actuelles dans l'histoire de la Révolution française*, Rennes, PUR, 2005.

⁵ Philippe BOURDIN, « Introduction », *Annales Historiques de la Révolution Française*, n°353, p.17.

Michel Biard l'indiquait en préambule de son étude sur la composition actuelle de la société, à l'heure d'en fêter l'anniversaire. « C'est de sa capacité à se renouveler, à s'agréger de nouveaux sociétaires et à susciter des abonnements aux *Annales Historiques de la Révolution Française* que la création d'Albert Mathiez pourra continuer à vivre »⁶. La distribution de ces deux journées en témoigne résolument, tous ses participants ayant intégré la société depuis moins de sept ans et une majorité depuis moins de trois. Depuis 2004⁷, ce sont soixante-quatorze adhérents qui ont été accueillis par vagues annuelles successives ; ils étaient dix en 2004, onze en 2005, dix en 2006, sept en 2007, huit en 2008, treize en 2009 et, signe peut-être de cette dynamique, ils sont quinze au premier semestre 2010 ; et parmi eux, une majorité de jeunes sociétaires. La SER a d'ailleurs toujours pris soin d'associer, à ses travaux et à ses manifestations, les maîtres et leurs élèves – mais pas exclusivement – insufflant sang neuf et vitalité à une recherche en perpétuel mouvement. En 1974 déjà, Albert Soboul se félicitait à l'occasion du colloque Mathiez-Lefebvre de la présence, « au milieu d'une grande affluence [...] et à côté d'une trentaine d'amis étrangers spécialistes à divers titres de la Révolution, de nombreux étudiants et jeunes professeurs qui s'engagent dans la recherche historique »⁸. Plus récemment pourtant, au moment d'identifier « les débats d'aujourd'hui » et leurs principaux acteurs, Claude Mazauric « oubliait », lui, cette « dernière génération »⁹, préférant insister sur « les robespierristes » aux avant-postes, les élèves des Vovelle, Bertaud, Poussou ou Dupuy, qui présideront ces jours à nos échanges, avec la même bienveillance, souhaitons-le, que celle des instituteurs de la nation une journée de fête de la Jeunesse. Que les sociétaires d'un âge plus avancé que le nôtre, récemment reçus, veuillent bien ne pas tenir rigueur à nos propos et voir en eux un excès de « jeunisme ».

Jusqu'à quel âge le néo-robespierriste est-il encore un « jeune » et en quoi le nouveau sociétaire d'un âge plus respectable ne pourrait-il se sentir le dépositaire d'une recherche neuve ? Constater le vieillissement de la SER n'est pas la déshonorer, la cruelle mécanique démographique ne dérogeant pas. Sans doute ne peut-on à ce jour qu'être jeune lorsque l'on découvre la Révolution, en dansant la Carmagnole, affublé d'un bonnet rouge, et en « gueulant » le *Ça ira* dans une cour d'école primaire au moment des nombreuses festivités du bicentenaire, puis que l'on redécouvrit la période dix ans plus tard, à l'université. La pyramide des âges de la société, dressée en 2005 par Michel Biard, renvoie tous les intervenants de cette manifestation, ou presque, aujourd'hui, à ces 8% de moins de 40 ans et pour certains mêmes à ces 3% de moins de 30 ans¹⁰, même si quelques-uns ont inévitablement changé de tranche depuis. Cette proportion de jeunes sociétaires est-elle d'ailleurs plus faible qu'elle ne l'était au début des années quatre-vingt ou même encore auparavant ? Seule une « minutieuse enquête générationnelle » le dirait. Le profil des nouveaux sociétaires, depuis 2004, vient, lui, une chose est sûre, conforter la structure sociologique et professionnelle générale de la société. Parmi eux, 11% sont des femmes – contre 24% pour l'ensemble de la société en 2010 – et donc près de neuf nouveaux sociétaires sur dix

⁶ Michel BIARD, « La composition actuelle de la Société des études robespierristes », *Annales Historiques de la Révolution Française*, *op. cit.*, p. 20.

⁷ Le bilan proposé vaut pour la période allant de janvier 2004 à juin 2010.

⁸ Albert SOBOUL (dir.), *Voies nouvelles pour l'histoire de la Révolution française*, *op. cit.*, p.7.

⁹ Claude MAZAURIC, « Retour sur 200 ans d'histoire et de révolution », Michel BIARD (dir.), *La Révolution française. Une histoire toujours vivante*, Paris, Tallandier, 2009, p. 443.

¹⁰ Michel BIARD, « La composition actuelle de la Société des études robespierristes », *Annales Historiques de la Révolution Française*, *op. cit.*, p.20.

des hommes. Près de la moitié d'entre eux sont des enseignants – vingt-cinq professant dans le supérieur, onze dans le secondaire et un dans le primaire – et, si on associe les chercheurs rattachés au CNRS et les étudiants engagés en master ou en doctorat, ce sont près de 68% d'entre eux qui représentent les mondes de l'enseignement et de la recherche – littéraires, économistes ou juristes y faisant une apparition remarquable. L'infléchissement légèrement sensible de ce groupe, naturellement surreprésenté, par rapport aux proportions observées en 2007, témoigne sans doute d'une plus large « ouverture » de la société ces dernières années et de l'intérêt encore vif qu'elle peut susciter en dehors du milieu universitaire. C'est pourtant bien en son sein que son principal renouvellement s'opèrera, comme depuis toujours les étudiants formés et/ou influencés par les maîtres successifs se retrouvant à leur tour au devant de la scène.

Le chemin est toutefois long entre les premiers mémoires et l'engagement dans la société – engagement est-il d'ailleurs le bon terme et ne faudrait-ils pas lui préférer, selon les situations, celui de parrainage ? Là aussi, Michel Biard l'écrivait dans le numéro du centenaire des *Annales Historiques de la Révolution Française*, « la Révolution est loin d'avoir perdu tout son attrait auprès des jeunes générations d'étudiants et de chercheurs » comme l'attestent les mémoires de recherche soutenus à l'université¹¹. Mais le parcours est long et nombreux sont ceux qui, parfois par choix personnels ou professionnels, s'éloignent d'une société dont ils ont pu, à un moment donné de leurs travaux, se sentir proches ; son image – ou sa simple représentation – et sa composition ont pu et peuvent encore motiver certains à rester en retrait, et au fil des ans, à s'en éloigner, alors même qu'ils auraient pu venir en grossir les rangs et sans doute participer, de diverses manières, à ses activités. Les trajectoires des auteurs des mémoires soutenus sur l'histoire de la Révolution, en France, entre 2001 et 2008, recensés dans les *Annales Historiques de la Révolution Française*, doivent sans aucun doute attirer notre attention. S'il paraît difficile de sonder les auteurs des – au moins – 849 mémoires – 672 maîtrises ou master 1, 148 DEA ou master 2, 29 thèses – présentés dans quelque trente-sept universités – leur répartition faisant sans surprise émerger les pôles parisien (Paris 1 principalement), marseillais, rouennais, lillois ou clermontois –, il est intéressant de noter que 322 d'entre eux ont été dirigés ou codirigés par un enseignant-sociétaire et que moins de 5% des auteurs ont finalement rejoint la société à court ou moyen terme.

Les motifs de cet « égarement » sont immanquablement pluriels, et peut-être même préoccupants pour certains. La crise réelle du militantisme, caractéristique de notre monde contemporain, l'explique en partie et sans doute le geste militant d'adhérer à la SER s'est-il aujourd'hui perdu. Le refroidissement de l'objet « révolution », produit d'un nouveau climat historiographique et intellectuel¹², doit évidemment être pris en compte. Les étudiants s'engageant désormais dans les études révolutionnaires n'ont plus à choisir entre deux systèmes interprétatifs, l'un classique, d'inspiration marxiste, et l'autre, néolibéral, entre deux écoles historiques, l'une « soboulienne » et l'autre « furetiste ». Si la première vit encore, a su évoluer, investir de nouveaux champs et faire émerger durablement des générations d'enseignants-chercheurs, à travers la SER et l'Institut d'Histoire de la Révolution Française, la seconde n'a finalement pas fait école et Furet ne compte que peu de disciples – ses rares descendants ayant déserté l'espace universitaire pour

¹¹ *Ibidem*, p.24.

¹² Haim BURSTIN, « En guise de conclusion : quelques remarques historiographiques », Jean-Clément MARTIN (dir.), *La Révolution à l'œuvre. Perspectives actuelles dans l'histoire de la Révolution française*, *op. cit.*, p.337.

d'autres. La sortie récente d'un très contestable *Livre noir de la Révolution française*, tournant violemment le dos à plusieurs décennies de recherches fructueuses, vient pourtant de réveiller brutalement le débat¹³, en le rabaissant, et les esprits, appelant une récente mise au point historiographique¹⁴ dont le franc succès en librairie montre combien le public est partisan d'une lecture sérieuse de la période. Penser que la stupeur – mâtinée d'une certaine incompréhension – jetée par cet *opus* puisse suffire à réanimer la flamme, à susciter les engagements, reviendrait à lui accorder l'importance qu'il ne mérite pas et serait sans doute illusoire. Si l'intérêt pour la Révolution et l'attrait pour la configuration renouvelée de son étude ne paraissent pas faiblir, l'absence d'un climat de luttes, sociales et politiques, similaire à celui de la fin des années soixante – dont on sait combien il a alors nourri l'imaginaire collectif, motivé l'implication d'étudiants et justifié les choix de jeunes chercheurs – nuit-il peut-être à l'engagement ? L'ère des révolutions est-elle terminée ? Ce serait un premier tort de le penser et un second de croire que l'attente seule de son retour puisse dynamiser comme jamais les études révolutionnaires et encourager leurs auteurs à rallier ensuite « massivement » les rangs de la SER.

Aucune n'a prélué à la réunion, les 15 et 16 juin 2010, de ses plus récents adhérents ; tous ont répondu positivement, avec un certain enthousiasme – sans, ni trahir ni sur-interpréter leurs réponses –, à l'invitation qui leur avait été lancée. Se sentent-ils *robepierristes* ? Les membres de cette société savante plus que centenaire sont avant tout des citoyens-historiens maintenant « le feu du robepierrisme, cette sorte de message recueilli par Buonarroti et Babeuf, qui nous a été transmis par des générations révolutionnaires. De ce message, rejetons les formules anciennes, les programmes dépassés, rejetons ce que l'histoire a brûlé dans sa marche inexorable mais, sous les cendres ainsi accumulées, retrouvons cette flamme qui brûle encore et qui peut éclairer la route de l'avenir ». Les mots de Michel Vovelle, prononcés il y a vingt ans, et repris par Philippe Bourdin à l'heure de célébrer le siècle d'existence de la SER, définissent encore l'esprit robepierriste. Et sans doute ses sociétaires doivent-ils non plus se demander s'ils le sont encore mais bien s'ils le sont tout court et le seront demain. Être robepierriste, c'est aussi accepter de rejoindre un espace intellectuel et culturel, une sociabilité éclairée, où étudiants et enseignants, spécialistes et simples amateurs, partagent ce goût pour la recherche, cultivent le sens commun et conjuguent le bien public au présent, en s'évertuant à renouveler l'histoire de la Révolution, à en repenser le questionnement, à faire simplement qu'elle soit vivante.

Les communications de ce colloque, rassemblées dans ces actes, en témoignent ; les champs investis par les nouveaux sociétaires depuis 2004 aussi. À suivre de près leur répartition dans un tableau générique révolutionnaire certes, concédons-le volontiers, quelque peu réducteur, comme toute classification, l'histoire culturelle – arts, presse, sciences – a la part belle – 18% des principaux travaux engagés par les membres au moment de leur adhésion –, comme l'histoire sociale et du genre – 16% –, la biographie – 13% – l'histoire politique et celle de la violence et de la guerre – respectivement 10% – ainsi que l'histoire économique – 9%. Ces orientations ont inspiré le programme de cette rencontre et transpirent maintenant dans ces pages. Figures de la Révolution, formes du pouvoir, vie politique locale, économie et société et enfin formation de l'opinion sont ainsi successivement mises à l'honneur. Cette variété assumée ne recouvre certes

¹³ Renaud ESCANDE (dir.), *Le livre noir de la Révolution française*, Paris, Éditions du Cerf, 2008.

¹⁴ Michel BIARD (dir.), *La Révolution française*, *op. cit.*

pas toutes les aires de la recherche et plusieurs numéros spéciaux récents des *Annales Historiques de la Révolution Française* viennent d'ailleurs rappeler combien les pratiques religieuses, judiciaires et policières, la guerre, le genre, les espaces étrangers jouissent d'une attention particulière¹⁵ ; ces textes en donnent néanmoins un très juste aperçu.

Levons le rideau et laissons apparaître plusieurs acteurs de la Révolution, célèbres ou non, en pleine lumière. Le genre biographique, auquel les manifestations du bicentenaire n'avaient alors laissé qu'un strapontin, oubliant même quelques-unes des figures les plus fameuses de la décennie – Robespierre, Danton, Marat ou Louis XVI –, connaît un véritable regain d'intérêt aujourd'hui. À la frontière des histoires sociale, politique, culturelle et des mentalités, la biographie s'est depuis une quinzaine d'années renouvelée, mettant en évidence la complexité des parcours personnels, en replaçant l'individu au cœur de ses réseaux de sociabilité et en l'observant à travers son groupe social et professionnel, en mesurant sa capacité à choisir, à s'adapter, à intégrer les innovations révolutionnaires sans pour autant rejeter complètement les héritages de l'ancien temps, en révélant leur capacité à s'engager dans l'action publique, en dévoilant leur apprentissage de la politique et en peignant finalement leur culture politique propre. Les Collot d'Herbois, Boissy d'Anglas, Chaumette, Antonelle, Sieyès, Grégoire, Grimaud ou autre Portalis et Merlin de Douai¹⁶ ont inspiré des portraits convaincants ne pouvant que stimuler les jeunes historiens se lançant sur la voie biographique. Représentatifs de ces relectures culturelle du politique ou sociale et politique de la justice et du droit, ces travaux soulignent autant les parcours de certaines figures que leurs réactions plurielles et leurs interprétations devant l'enchaînement rapide des événements, les dynamiques, les tensions et les mutations quotidiennement vécues. Le climat historiographique encourage aujourd'hui l'historien à continuer à poser ce regard neuf sur ces trajectoires individuelles et collectives, lorsque non plus seulement une personne mais bien toute sa profession, son groupe l'intéresse, par le biais notamment de la prosopographie – pensons ici aux personnels de justice, aux artistes ou aux savants¹⁷. Enfin, l'émergence dans les études des figures inédites « [du] soldat-citoyen, [du] journaliste, [du] fonctionnaire, [du] contre-

¹⁵ *Annales Historiques de la Révolution Française*, numéros spéciaux. « L'église catholique en Révolution », janvier-mars 2009, n° 355 ; « Justice, nation et ordre public », octobre-décembre 2007, n° 350 ; « Guerre(s), société(s), mémoire », avril-juin 2007, n° 348 ; « La prise de parole publique des femmes », avril-juin 2006, n°344 ; « Les îles britanniques et la Révolution française », octobre-décembre 2005 ; « L'Espagne et Napoléon ; Napoléon dans l'histoire de la Révolution espagnole », avril-juin 2004, n° 336.

¹⁶ Michel BIARD, *Collot d'Herbois. Légendes noires et Révolution*, Lyon, PUL, 1995 ; Christine LE BOZEC, *Boissy d'Anglas, un grand notable libéral*, Privas, FOL de l'Ardèche, 1995 ; Pierre SERNA, *Antonelle. Aristocrate révolutionnaire (1747-1817)*, Paris, Éditions du Félin, 1997 ; Nicole BOSSUT, *Chaumette, porte-parole des sans-culottes*, Paris, CTHS, 1998 ; Jacques GUILHAUMOU, *Sieyès et l'ordre de la langue*, Paris, Kimé, 2002 ; Dominique MARGAIRAZ, *François de Neufchâteau. Une biographie intellectuelle*, Paris, Publications de la Sorbonne, 2005 ; Rita HERMON-BELOT, *L'abbé Grégoire, la politique et la vérité*, Paris, Le Seuil, 2000 ; Philippe BOURDIN, *Le noir et le rouge. Itinéraire social, culturel et politique d'un prêtre patriote (1736-1799)*, Clermont-Ferrand, PUBP, 2000 ; Hervé LEUWERS, *Un juriste en politique. Merlin de Douai (1754-1838)*, Arras, Artois Presse Université, 1996 ; Jean-Luc CHARTIER, *Portalis, le père du Code civil*, Paris, Fayard, 2004.

¹⁷ Hervé LEUWERS, *L'invention du barreau français. La construction nationale d'un groupe professionnel (1660-1830)*, Paris, EHESS, 2006 ; Guillaume MÉTAIRIE, *Des juges de proximité. Biographies parisiennes (1790-1838)*, Paris, L'Harmattan, 2002 ; Groupe de prosopographie des musiciens (CHEC-Université Blaise Pascal), « Les musiciens d'Église en 1790. Premier état d'une enquête sur un groupe professionnel », *Annales Historiques de la Révolution française*, n° 340, p. 57-82 ; Jean-Luc CHAPPEY, *Des naturalistes en Révolution*, Paris, CTHS, 2010.

révolutionnaire, [du] militant démocrate, [du] médiateur révolutionnaire sont [également] à prendre en considération pour apprécier comment la vie journalistique pratique l'acculturation politique » comme le rappelle Jean-Clément Martin¹⁸. Aussi, quelques-unes de ces figures, à travers différents portraits, sont à l'honneur dans ces actes. Celle du journaliste tout d'abord avec les parcours de Tallien – l'« ami des citoyens » devenu celui « des sans-culottes », dont les préoccupations relatives à la citoyenneté au moins autant que les ambitions politiques éclairent un parcours public original – et de Jacques Antoine Dulaure – acteur et observateur girondin de la Révolution. Celle du député ensuite avec Bertrand Barère – érigé en modèle d'un centre républicain et dont les références à l'Antique constituent les marqueurs culturels, identitaires, d'un groupe parlementaire particulier – puis Jean-Baptiste Drouet – passé de la figure du citoyen-patriote et du héros ordinaire à celle, plus élevée dans les honneurs, du député médiateur et porte-parole des sans-culottes, tout à la fois effigie et nouvel expert d'une révolution politique. Celle enfin de l'homme de Dieu en Révolution à travers le chartreux Dom Martinet dont les fondements de la pastorale clandestine défendue après 1789 sont déjà solidement fixés la veille, renvoyant l'historien-portraitiste au temps, plus ou moins long, de la vie et pas seulement celui, plus court, de la décennie révolutionnaire.

Des hommes aux structures, il n'y a qu'un pas à franchir pour appréhender une histoire plus politique de la Révolution française. Longtemps les questions relatives à la représentation et aux modalités de la représentation politique, l'implantation et le rôle des sociétés populaires comme formes de diffusion d'une sensibilité républicaine jacobine et le phénomène contre-révolutionnaire nourrirent l'historiographie¹⁹. Celle-ci s'ouvre désormais davantage à une histoire institutionnelle et administrative et à une histoire des pratiques politiques à travers les études sur les rouages du système de gouvernement, les cadres et les agents du pouvoir au niveau local, les rapports entre le centre et ses périphéries. Parmi les institutions révolutionnaires, le Comité de salut public, par son statut, sa mission et son activité, représente tout à la fois l'instrument d'une forme particulière du pouvoir et une forme singulière d'exercice du pouvoir. Concentrant les pouvoirs afin d'en garantir l'unité et d'assurer la construction, puis la stabilité, de la république, le Comité de salut public inaugurerait une centralisation politique et administrative inédite²⁰. Entre principes juridiques et pratiques politiques, l'exercice du pouvoir à l'échelon local renvoie, lui, à d'autres perspectives. Les spécialistes de la Révolution tirent à nouveau sur le fil conducteur des pouvoirs entre la capitale et les provinces françaises en battant en brèche la théorie même d'une centralisation jacobine. Nombreux sont aujourd'hui les travaux²¹ sur l'administration territoriale

¹⁸ Jean-Clément MARTIN, « Introduction générale », Jean-Clément MARTIN (dir.), *La Révolution à l'œuvre*, op. cit., p. 14.

¹⁹ Claude MAZAURIC, « Sur trois champs d'études de l'histoire politique de la Révolution », Michel VOVELLE (dir.), *Recherches sur la Révolution*, op. cit., p. 55-69.

²⁰ Raphaël MATTA-DUVIGNAU, *Entre administration et gouvernement : le Comité de salut public (1793-1795)*, thèse de doctorat sous la direction de Vida Azimi, Université Paris 2.

²¹ Roger DUPUY (dir.), *Pouvoir local et Révolution. La frontière intérieure*, Rennes, PUR, 1995 ; Solange SÉGALA, *L'activité des autorités administratives départementales des Bouches du Rhône de 1790 à 1792*, Aix-en-Provence, PUAM, 1997 ; Michel PERTUÉ (dir.), *L'administration territoriale de la France (1750-1940)*, Orléans, PUO, 1998 ; Jacques BERNET, Jean-Pierre JESSENNE, Hervé LEUWERS, *Du Directoire au Consulat. 1. Le lien politique local dans la Grande Nation*, Villeneuve-d'Ascq, CRHENO, 1999 ; Michel BIARD, *Missionnaires de la République. Les représentants du peuple en mission (1793-1795)*, Paris, CTHS, 2002 ; Laurent BRASSART, *La République à l'épreuve de l'ordinaire et de l'exception État-Nation, pouvoirs locaux et comportements collectifs dans l'Aisne sous la première République*, thèse de doctorat sous la direction de Jean-Pierre Jessenne, Lille 3, 2007 ; Michel BIARD, « Paris/Provinces. Le

de la France, sur les pouvoirs locaux et les comportements collectifs à l'échelon municipal mais aussi départemental, sur les représentants et les agents de cette centralisation supposée extrême à relire ce « centralisme jacobin ». La reconfiguration des pouvoirs locaux, après la décentralisation du pouvoir orchestrée par les Constituants, doit permettre de redéfinir et de relire en amont et en aval de la loi du 14 frimaire an II les pratiques des pouvoirs locaux et les attitudes individuelles et collectives de leurs officiers. Les faux-semblants de ces « décentralisation » et « centralisation » révolutionnaires seront rappelés. Représentant du pouvoir central au sein de l'administration départementale, mais désigné par les assemblées électorales, le procureur général syndic doit concilier exigences de l'intérêt général et respect des particularismes départementaux : le portrait renouvelé de cet administrateur de l'État autorise la relecture d'une décentralisation supposée dont l'échec aurait justifié le retour à la centralisation. L'étude de la logique des missions et de l'exercice du pouvoir au sein des départements révèle, en réduisant la focale à l'échelle du district et de la municipalité, toute leur complexité. Les nouveaux cadres territoriaux impliquent de redéfinir les liens entre leurs différentes composantes. Au-delà même de leurs compétences et du principe de subordination nécessaire au bon fonctionnement d'une administration publique précisément hiérarchisée, les bonnes relations, les tensions ou les affrontements enregistrés entre leurs agents permettent d'en repenser le quotidien politique et les logiques de soutien public dont ils sont susceptibles de jouir. Car c'est bien également à cette échelle locale, municipale ou départementale, que se joue la politisation du corps civique et que se développe son attachement ou sa défiance envers les institutions et les autorités constituées. Les sensibilités et les pratiques politiques retiendront ainsi notre attention au plus près du citoyen ; en s'intéressant ces dernières années aux pratiques bureaucratiques, aux doléances, aux déclarations, aux pétitions ou encore aux élections²², les historiens ont réussi à les apprécier au plus juste²³. Assemblées électorales et élections offrent des espaces et des temps privilégiés pour décrypter les sensibilités politiques des citoyens actifs – et ce malgré les restrictions du suffrage enregistrées au cours de la décennie – et cerner les enjeux induits par les systèmes électoraux. Assemblées secondaires et communales peuvent ainsi témoigner de comportements particuliers, les unes apparaissant comme un espace de maturation des logiques partisans induites par le jeu électoral tandis que les autres persistent dans une logique communautaire. Mais saisir les choix de ceux qui prennent part au vote, au-delà

fil conducteur des pouvoirs, rouages et dysfonctionnements », Jean-Clément MARTIN (dir.), *La Révolution à l'œuvre, op. cit.*, p. 57-76.

²² Philippe GRATEAU, *Les cahiers de doléances, une relecture culturelle*, Rennes, PUR, 2001 ; Jacques GUILHAUMOU, *Marseille républicaine (1791-1793)*, Paris, Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, 1992 ; Jacques GUILHAUMOU, *L'avènement des porte-parole de la République*, Villeneuve-d'Ascq, Presses universitaires du Septentrion, 1998 ; Laure Emerson TALAMANTE, *Les Marseillaises : Women and Political Change During the French Revolution (1789-1794)*, thèse de doctorat de l'université de Californie sous la direction de Lynn Hunt, 2003 ; voir également les travaux de Christine FAURÉ, Suzanne DESAN et Martine LAPIED dont le numéro spécial des *Annales Historiques de la Révolution française* d'avril-juin 2006 rend parfaitement compte à travers « La prise de parole publique des femmes ». Sur les élections, voir Malcolm CROOK, *Elections in the French Revolution. An apprenticeship in democracy, 1789-1799*, Cambridge, Cambridge University Press, 1996 ; Philippe BOURDIN et Bernard GAINOT (dir.), *La République directoriale*, t.2, Paris, PUBP-SER, 2004 ; Bernard GAINOT, *Un nouveau jacobinisme ? La démocratie représentative, une alternative à Brumaire*, Paris, CTHS, 2001 ; Michel PERTUÉ (dir.), *Suffrage, citoyenneté et révolutions, 1789-1848*, Paris, SER, 2002 ; Serge ABERDAM et Bernard GAINOT (dir.), *Voter, élire pendant la Révolution française*, Paris, CTHS, 2006.

²³ Lynn HUNT, « Relire l'histoire du politique », Jean-Clément MARTIN (dir.), *La Révolution à l'œuvre, op. cit.*, p.117-124.

même des conceptions et des projections de la représentation politique, nécessite également de prêter attention aux porte-parole, aux médiateurs, à ces intermédiaires culturels, à ces courtiers du politique, parfaitement identifiés et assurant le lien entre militants déclarés et populations locales. Leurs supports, chansons, pétitions, mots d'ordre, participent de l'émergence d'une certaine idée de la république et de la mobilisation partisane. Ce processus de politisation de l'espace français et d'élaboration des opinions publiques²⁴ emprunte aussi des voies plus classiques, profondément renouvelées en Révolution.

L'espace public fourmille de ces avis particuliers que *les* opinions publiques rassemblent. Plurielle ; politiquement, socialement, culturellement, l'opinion publique est plurielle et s'exprime aussi bien à l'échelle locale qu'aux niveaux départemental et national. Dans cette France en pleine révolution, engagée dans un véritable processus de régénération, et bientôt confrontée au retour à l'ordre impérial, la formation des opinions est primordiale à qui veut se les voir rallier. Nombreux sont les « facteurs culturels » y contribuant à avoir été pleinement mis en lumière depuis plusieurs années, éclairant sous un nouvel angle les médias privilégiés par la pédagogie républicaine et les partisans d'une contre-révolution active et offrant une immersion indispensable dans les espaces de sociabilité, élitistes et populaires. L'imaginaire individuel et collectif, l'apprentissage politique se nourrissent de ces discours, de ces textes, de ces images qui marquent et influencent plus ou moins durablement. Les rhétoriques opposées qui s'élaborent, se développent, se diffusent et se perdent en Révolution empruntent des voies similaires. La politique de la langue²⁵, dans laquelle les hommes s'engagent, en dit long sur le poids, la force des mots et l'importance de la prise de parole publique, au club, à l'assemblée ou dans les colonnes des gazettes. Le talent oratoire des discoureurs est la clef de la persuasion et du ralliement des opinions particulières ; au risque qu'il puisse laisser craindre une tyrannie ? La fonction politique que Saint-Just accorde à l'éloquence semble au contraire montrer combien celle-ci est une garantie contre l'oppression et la condition même de la liberté. Cette nécessité de toucher les esprits, tous ne la perçoivent pas comme le moyen de les élever à une conscience publique qui les transcenderait, et parfois ne sert-elle que des combats particuliers en les ralliant à un avis ou à un groupe. La formation et la résonance des opinions s'observent alors dans les mêmes espaces, dans la presse²⁶, à la fête ou au théâtre, que l'historiographie a su pleinement investir. En sortant des sentiers habituellement battus, et où l'opinion populaire rencontra un écho si singulier à travers l'étude des fameuses feuilles du *Père Duchesne*, de *L'Ami du peuple* ou du *Journal de la Montagne*, la recherche lève le voile sur les liens entre poésie et politique à travers les pages d'un *Almanach des muses*, dont les discours influencent autant le monde des idées qu'ils en irritent une opinion de plus en plus politisée, ou saisira le ton

²⁴ Françoise BRUNEL, « L'histoire politique de la Révolution française. Quelques réflexions sur l'historiographie récente », Martine LAPIED et Christine PEYRARD (dir.), *La révolution française au carrefour des recherches*, op. cit., p. 125.

²⁵ Jacques GUILHAUMOU, *La langue politique et la Révolution française*, Paris, Klincksieck, 1989 ; Éric NEGREL et Jean-Paul SERMAIN, *Une expérience rhétorique : l'éloquence de la Révolution*, Oxford, Voltaire Foundation, 2002.

²⁶ *The press in French Revolution*, Oxford, Voltaire Foundation, 1991 ; Ouzi ELYADA, *Presse populaire et feuilles volantes à Paris : 1789-1792*, Paris, SER, 1991 ; Éric WAUTERS, *Une presse de province pendant la Révolution : journaux et journalistes normands (1785-1800)*, Paris, CTHS, 1993 ; Patricia SOREL, *La révolution du livre et de la presse en Bretagne (1780-1830)*, Rennes, PUR, 2004 ; Éric WAUTERS et Catriona SETH (dir.), *Un siècle de journalisme culturel en Normandie et dans les autres provinces (1785-1885)*, Rouen-Le Havre, PURH, à paraître ; Gilles FEYEL (dir.), *Dictionnaire de la presse française pendant la Révolution française (1789-1799) : la presse départementale*, t. 1, Paris, Ferney-Voltaire, 2005 ; Michel BIARD, *Parlez-vous sans culotte ? Dictionnaire du Père Duchesne (1790-1794)*, Paris, Tallandier, 2009.

des polémiques entretenues par la presse religieuse parisienne durant toute une décennie. Discours partisans et querelles ne se nouent pas seulement dans les journaux ; les travaux les plus récents²⁷ ont déjà montré combien les opinions se formaient mais pouvaient être aussi contestées entre scène et foyer. Indispensable vecteur de la régénération civique, élevé au rang d'école pour adultes, le théâtre apparaît comme l'un de ces lieux privilégiés de l'acculturation politique. Si l'élévation à la citoyenneté et l'adhésion aux valeurs républicaines est facilitée sous les quinquets par une programmation patriotique inspirée et l'engagement d'acteurs politisés, la conquête et le contrôle des esprits sont bientôt mis à l'ordre du jour dans les temples dramatiques impériaux. À bien observer les artistes et les spectateurs, l'historien se doit de décrypter la voix et le geste afin de mesurer la puissance des répertoires et des mises en scène sur les consciences. Bien souvent le spectacle comme l'entreprise de presse ne réussissent pleinement que s'ils en ont les moyens financiers. Relire alors les processus d'acculturation politique sous l'angle des économies du spectacle ou de la presse – les conditions matérielles d'impression et de diffusion présidant à bien des destinées ; une démarche dont ont déjà commencé à s'emparer les historiens du culturel, laissant à ceux de l'économie d'autres champs.

Car comme le montre le récent numéro des *Annales Historiques de la Révolution Française* « les temps recomposés de l'économie »²⁸, celle-ci s'est faite une place de choix dans l'historiographie. Si les travaux engagés au moment du bicentenaire ont privilégié le social au détriment parfois même de l'économie²⁹, ils ont témoigné de l'intérêt porté à la période par les historiens de la pensée économique, du droit, ainsi que les praticiens publics et privés de la finance. Surtout, les recherches menées alors sur les entrepreneurs, les gestionnaires ou les profiteurs ont rouvert un champ dont on crut à tort, longtemps, qu'il avait été pleinement exploré. Cette histoire, moins concurrencée aujourd'hui par l'histoire des mentalités et l'histoire culturelle du social, ne doit plus souffrir d'un manque de visibilité, certains lui consacrant tout leur temps³⁰. Dominique Margairaz

²⁷ Murielle USANDIVARAS, *Le théâtre de la Révolution française. Étude analytique, historique et sono-critique (1789-1799)*, doctorat d'histoire sous la direction de Michel Vovelle, Université Paris 1, 1995 ; René TARIN, *Le théâtre de la Constituante ou l'école du peuple*, Paris, Champion, 1998 ; Erica ROY-MANNUCCI, *Il patriota e il vaudeville. Teatro, pubblico e potere nella Parigi della Rivoluzione*, Naples Vivarium, 1998 ; Jeffrey RAVEL, *The Contested Parterre : Public Theater and French Political Culture (1680-1791)*, New-York, Cornell University Press, 1999 ; Gregory BROWN, *A Field of Honor : Writers, Court Culture and Public Theater in French Literary Life from Racine to the Revolution*, New-York, Columbia University Press, 2002 ; Philippe BOURDIN et Gérard LOUBINOX (dir.), *La Révolution française et les arts de la scène*, Clermont-Ferrand, PUBP ; Barry DANIELS et Jacqueline RASGONNIKOFF, *Patriotes en scène. Le théâtre de la République (1790-1799)*, Vizille, Musée de la Révolution française, 2007.

²⁸ *Annales Historiques de la Révolution Française*, n° 352.

²⁹ François HINCKER, « La nouvelle histoire économique de la Révolution », Michel VOVELLE (dir.), *Recherches sur la Révolution*, op. cit., p. 325-332.

³⁰ Jean-Pierre HIRSCH, *Les deux rêves du commerce. Entreprises et institution dans la région lilloise (1780-1880)*, Paris, Éditions de l'ÉHESS, 1991 ; Alain PLESSIS, *Naissances des libertés économiques, 1791-fin XIX^e siècle*, Paris, Institut d'histoire de l'industrie, 1993 ; Denis WORONOFF, « Penser l'industrie en Révolution », Louis BERGERON et Patrice BOURDELAIS (dir.), *La France n'est-elle pas douée pour l'industrie ?*, Paris, Belin, 1998 ; Mathieu DE OLIVEIRA, *Argent public et argent privé sur les routes du Nord. Réseaux et flux financiers en Europe du Nord-Ouest de la Révolution à l'Empire*, doctorat d'histoire, Lille 3, 1999 ; Bernard BODINIER et Éric TEYSSIER, *L'événement le plus important de la Révolution française : la vente des biens nationaux (1769-1867) en France et dans les territoires annexés*, Paris, CTHS, 2000 ; Philippe MINARD et Steven KAPLAN (dir.), *La France, malade des corporations ?*, Paris, Belin, 2003 ; Silvia MARZAGALLI, *Bordeaux et les États-Unis, 1776-1815. Politique et stratégies négociantes dans la genèse d'un réseau commercial*, Paris, doctorat d'histoire, Paris 1, 2004 ; Mohamed KASDI, *La naissance de l'industrie cotonnière dans le département du Nord (1700-1830). Un produit, des consommateurs, des entrepreneurs*, doctorat sous la

et Philippe Minard assurent à raison qu'il ne faut plus envisager la Révolution comme une phase anormale mais bien au contraire recomposer les temps de l'économie. Très longtemps désignées comme un temps de régression, les années directoriales – sur lesquelles les spécialistes ont déjà depuis une dizaine d'années posé un regard neuf – peuvent encore être reconsidérées sur le plan économique tant les réflexions et les initiatives visant à l'amélioration de la situation, en ville et à la campagne, furent nombreuses et aux tâtonnements initiaux succédèrent les premiers progrès et succès. Au-delà de ce seul temps directorial de mutations, l'impact de la décennie révolutionnaire sur les économies, et notamment sur celle des ports, nourrit des synthèses permettant de mieux saisir leurs transformations, entre amélioration des appareils de production et requalification des activités principales. Le retard industriel et la désorganisation économique supposée de la France, longtemps soutenus par l'historiographie, sont aujourd'hui remis en cause. À Nantes, l'expérience ouvrière de la Révolution indique combien les résistances ouvrières aux transformations sociales et économiques ne sont pas des obstacles à une révolution industrielle préconçue mais plutôt des facteurs qui contribuent au façonnement de l'industrialisation³¹ ; c'est donc son processus même, entre progrès techniques, dynamique sociale et nouvelles valeurs et principes révolutionnaires que l'historien relit, afin de mieux en identifier et en comprendre les temps. Cette recombinaison des temporalités permet ainsi de mesurer l'impact réel des événements révolutionnaires et impériaux – et notamment du blocus naval britannique – sur les économies maritimes atlantiques, l'exemple malouin indiquant comment le renouvellement des activités et les choix des acteurs quotidiens du négoce sont aussi dictés par un contexte agité. Cette dynamique historiographique touchant aux caractéristiques sociales de ces mutations, aux évolutions de la production, au rôle des hommes et d'un État arbitre et protecteur, s'étend aujourd'hui à la redistribution de l'argent gagné et collecté, des salaires et des rentes jusqu'aux impôts. Ces recherches vives offrent incontestablement à relire l'histoire économique du temps révolutionnaire.

Ces actes ne prétendent pas vouloir embrasser tous les champs de la recherche historique des années 1770 à 1815, et encore moins en dresser un bilan historiographique exhaustif. Ils doivent être avant tout l'un des miroirs des recherches conduites actuellement par les membres d'une société de pensée centenaire et dont la vitalité ne tient et ne tiendra qu'à leur capacité à réinterroger ce passé révolutionnaire. Gageons que leur lecture soit aussi stimulante que ne l'ont été les présentations faites et les débats engagés au mois de juin 2010 dans un lieu tout désigné pour être consacré à la fraternité républicaine ; que la municipalité d'Ivry-sur-Seine soit remerciée pour avoir ouvert gracieusement à cette occasion, à la SER, les portes de son bien nommé centre *Le Robespierre*.

Cyril TRIOLAIRE,

Clermont Université, Université Blaise Pascal, EA 1001, Centre d'Histoire « Espaces et Cultures »

direction de Jean-Pierre Hirsch et Gérard Gayot, Lille 3, 2006 ; Karine AUDRAN, *Les négoce portuaires bretons sous la Révolution et l'Empire*, doctorat d'Histoire, UBO, 2007 ; Guy LEMARCHAND, *L'économie en France de 1770 à 1830 : de la crise de l'ancien régime à la révolution industrielle*, Paris, Armand Colin, 2008.

³¹ Samuel GUICHETEAU, *La Révolution des ouvriers nantais. Mutation économique, identité sociale et dynamique révolutionnaire (1740-1815)*, Rennes, PUR, 2008.